

De: [REDACTED]
Envoyé: vendredi 16 février 2024 17:36
Objet: Projet Ugitech La Léchère : enquête publique

Mairie de LA LÉCHÈRE
REÇU LE

19 FEV. 2024

Original [REDACTED]
Copies : P. Boeur

La Léchère

Enquête publique pour un projet industriel sur le site de Ferropem

Le 12 février, la salle de l'auditorium de La Léchère accueillait 150 personnes venues prendre connaissance du projet de réindustrialisations du site Ferropem, producteur-entre-autres- de silicium, importé depuis l'arrêt de la production locale. Une usine liquidée par des actionnaires en mal de profits, alors que la demande de silicium ne cesse de croître. 250 emplois sont massacrés, en dépit d'une mobilisation populaire, soutenue par la municipalité. L'assemblée aurait pu être plus nombreuse si la réunion avait été annoncée dans chaque foyer du territoire concerné.

Le site a été acquis par la société Ugitech (basée à Ugine) pour recycler les ferrailles et les piles. Il serait piloté par Ugi'Ring, une filiale créée par Ugitech, elle-même filiale du groupe suisse Swiss Steel.

Direction et spécialistes ont présentés ce projet comme étant vertueux et durable dans la mesure où il évite des importations de minerais de l'autre bout du monde. La réduction des émissions de CO2 est évaluée à 15%, grâce à un procédé innovant. La matière première issue du recyclage serait acheminée à Ugine, pour élaboration des aciers inoxydables et autres alliages. L'usine occuperait 50 emplois à partir de 2025 et 110 à terme. Coût de la ré-industrialisation : 90 millions€, dont 30 versés par l'état. Le capitalisme aime bien l'état quand il met la main à la poche !

La partie technique a été présentée comme étant innovante et Ugitech/Ugi'Ring, deviendrait un leader mondial avec ce mode opératoire de recyclage.

Le public a émis de nombreuses questions et remarques sur le volet pollution et environnement. Le site serait classé Seveso, en raison de risques potentiels pour l'environnement, risques toutefois maîtrisés selon la direction, les spécialistes et le représentant de l'état. Les rejets en sortie de cheminées, hautes de 30 mètres, respectent les normes les plus strictes ont assurés les représentants du groupe.

La question de la dévalorisation des biens immobiliers situés dans un environnement Seveso a été évoquée dans la discussion. Des intervenants ont rappelé que ce projet est au cœur d'un territoire constitué d'habitations, d'écoles et d'une station thermale. Une contrainte cruciale qui pose la question du poids des avis collectés si le projet est largement contesté. Une enseignante résume bien l'état d'esprit d'une partie des habitants : on s'est battu pour Ferropem, on a perdu et on est passé à autre chose, sans usine dans le paysage.

A l'évidence, cette ré-industrialisation rencontre des réticences après des décennies de nuisances industrielles dans une vallée étroite, soumise au flot touristique polluant une partie de l'année. L'acheminement des produits entre Ugine et La Léchère se ferait par camions à raison de 10-15 rotations par jour, ce qui n'est pas très vertueux alors que l'usine est raccordée à la voie ferrée. La SNCF a fait savoir que l'acheminement des produits bruts et recyclés, c'était pour plus tard. Le contrôle (selon des obligations légales) des rejets dans l'air ou l'eau étant assuré par l'entreprise, n'a pas rassuré certains intervenants en dépit du fait que les services de l'état peuvent vérifier le respect des procédures.

Côté emploi, les anciens salariés de FerroPem qui galèrent toujours -pour certains- pourront postuler à l'embauche dans la nouvelle usine.

Interpellé, le Maire de La Léchère a rappelé le mandat pour lequel il a été élu : défendre l'emploi, source de financement pour la commune et les services rendus à la population. Il redit que le seul tourisme n'est pas une option viable pour le territoire.

L'enquête sera close le 1^{er} mars, un délai trop court selon un intervenant pour étudier sérieusement le projet et le contester si nécessaire.

